



Hamidou Dia, *Trajectoires et pratiques migratoires des Haalpulaaren du Sénégal : socio-anthropologie d'un « village multi-situé »*

Leyla Sall



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rac/2380>

ISSN : 1760-5393

Éditeur

Société d'Anthropologie des Connaissances

Référence électronique

Leyla Sall, « Hamidou Dia, *Trajectoires et pratiques migratoires des Haalpulaaren du Sénégal : socio-anthropologie d'un « village multi-situé »* », *Revue d'anthropologie des connaissances* [En ligne], 10-3 | 2016, mis en ligne le 01 septembre 2016, consulté le 31 janvier 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rac/2380>

Ce document a été généré automatiquement le 31 janvier 2020.



Les contenus de la *Revue d'anthropologie des connaissances* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

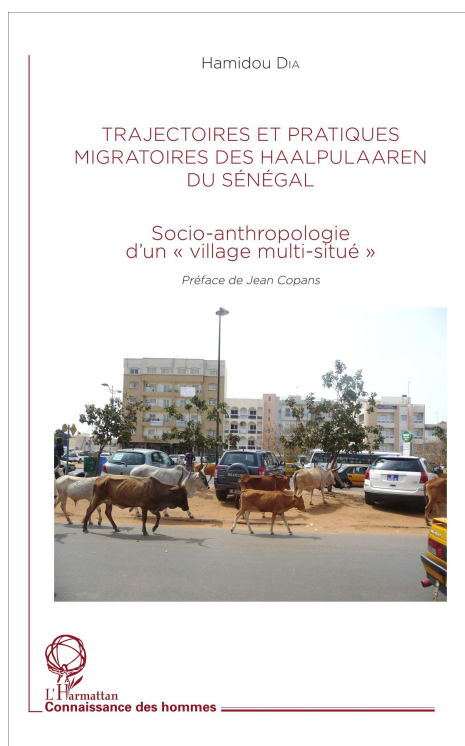
Hamidou Dia, *Trajectoires et pratiques migratoires des Haalpulaaren du Sénégal : socio-anthropologie d'un « village multi-situé »*

Leyla Sall

RÉFÉRENCE

Hamidou Dia, *Trajectoires et pratiques migratoires des Haalpulaaren du Sénégal : socio-anthropologie d'un « village multi-situé »*, Paris, L'Harmattan, coll. « Connaissances des hommes », 2015, 397 p.

1 Hamidou Dia remet à l'ordre du jour la problématique négligée de la reproduction des unités familiales et villageoises des Haalpulaaren de la vallée du fleuve Sénégal. Ces dernières, confrontées à la persistance de la crise écologique sahélienne, perçoivent l'émigration comme l'unique solution permettant d'assurer leur survie et leur réussite. Pour les jeunes, émigrer vers des destinations prisées comme la France ou d'autres pays occidentaux nécessite souvent la possession de capitaux culturels et de compétences techniques acquis au travers d'un parcours scolaire et universitaire devenu plus accessible avec la démocratisation scolaire. Cette dernière accentuant paradoxalement la crise de l'emploi dans un marché du travail sénégalais exigu et non concordant avec les taux de diplôme. Aussi l'acquisition de capitaux culturels et techniques scolaires devient-elle un facteur d'émigration.



- 2 L'ouvrage comporte une introduction générale et trois parties dont les conclusions résument les éléments développés dans les chapitres.
- 3 La première partie, sous-titrée « Le «village multi-situé», processus de formation et figures centrales », retrace la constitution des trois sites du village transnational (Ngaarejam, Dakar et Paris), à travers le temps long, ainsi que les facteurs générateurs d'émigration et les acteurs migrants. Le village commence à devenir multi-situé à partir du milieu des années 1950. Sa constitution précède donc la crise écologique. Deux types de figures initient les premiers mouvements d'émigration vers la France : le fonctionnaire-politicien entretenant et aidant les jeunes de Ngaarejam, en exode à Dakar et manifestant le désir d'émigrer en France et « le colon-employeur finissant » qui, avec les indépendances et l'indigénisation de la fonction publique sénégalaise, se replie vers la France en amenant avec lui ses employés ressortissants du village (chauffeurs et cuisiniers pour la plupart).
- 4 Toutefois, c'est la crise écologique, se manifestant par la sécheresse des années 1970, qui constitue le facteur répulsif décisif. Crise structurelle, elle détruit « le pacte » que les Haalpulaaren avaient noué avec la terre. Cette dernière ne permettant plus d'assurer leur subsistance, l'émigration des jeunes ruraux devient alors la seule solution possible. Elle se déroule souvent en deux temps : départs vers Dakar puis vers d'autres destinations africaines ou, de préférence, vers la France. Cette crise écologique sera aggravée par l'échec de l'agriculture irriguée et le désengagement de l'État sénégalais envers le monde rural au début des années 1980. Au milieu des années 1980, les jeunes ruraux quittant le site originel éprouvent d'énormes difficultés à s'ancrer dans l'économie informelle urbaine sénégalaise à cause des programmes d'ajustement structurel mettant en difficulté leurs hôtes citadins. Ces programmes, entraînant des

coupures dans la fonction publique sénégalaise et l'appauvrissement des ménages urbains (les ménages urbains accueilleraient les villageois, souvent en transit vers l'international), forcent ces derniers à envoyer leurs enfants sur les chemins de la migration pour assurer leur avenir et parfois leur simple subsistance.

- 5 Les programmes d'ajustement structurel pousseront aussi les enfants de la démocratisation scolaire vers les chemins de la migration. Ces derniers, ayant commencé leur fréquentation de l'école française au début des années 1980 dans le cadre de la massification de l'école publique sénégalaise, évolueront dans un contexte de non-concordance entre leurs capitaux culturels (diplômes) et les offres d'un marché du travail exigu qui ne peut les absorber. La poursuite de leurs études ne constitue, dans bien des cas, qu'un prétexte pour immigrer puisqu'ils n'ont pas les moyens financiers de fréquenter assidûment les cours et doivent combiner, avec difficulté, emplois-études.
- 6 Cette arrivée massive des jeunes ruraux et urbains liée à la sécheresse et aux programmes d'ajustement structurel correspond cependant à un durcissement des conditions d'entrée, de séjour et d'hébergement en France et dans les pays de l'espace Schengen en général. Se développent alors des stratégies résidentielles (habiter au foyer ou en HLM) et matrimoniales destinées à éviter le statut de sans-papiers et l'expulsion qui pourrait en être la conséquence. Ces mariages sont souvent contractés avec les enfants des pionniers qui ont réussi à fonder des familles et à « produire » une deuxième génération née en France.
- 7 La deuxième partie de l'ouvrage, intitulée « Familles, ressources et statuts au sein du "village multi-situé" », décrit les inégalités qui traversent le village multi-situé. La monétarisation de l'économie villageoise et sénégalaise en a transformé les hiérarchies et les positions relatives des acteurs individuels et familiaux.
- 8 Une première inégalité se dessine par rapport à l'accès à la « ressource migratoire », critère déterminant de la réussite et des échecs, en fonction des capitaux dont disposent les familles. Les familles à dominante rurale, dotées de peu de capitaux sociaux et économiques, mais parfois de capitaux charismatiques (maîtrise du Coran et de ses secrets), peinent à faire migrer leurs membres afin d'assurer leur subsistance et leur avenir. Quant aux familles urbaines, elles profitent de leur dotation en capitaux sociaux, économiques (grâce au commerce parfois) et culturels (scolarité et diplômes secondaires ou universitaires) pour faire migrer leurs enfants. L'émigration vers la France ou l'Amérique du Nord minimise le risque de déclassement de ces familles de classes moyennes durement touchées par les programmes d'ajustement structurel et l'exiguïté du marché local du travail.
- 9 Une deuxième inégalité concerne l'usage des revenus gagnés à l'étranger, principalement en France. Certains ressortissants, surtout ceux provenant de familles à dominante rurale, sont sous pression budgétaire ; leurs revenus servent à l'entretien de la maisonnée au village. Ils n'ont d'autres choix que de mener une vie austère faite de privations sur le site d'immigration. Tandis que les membres de familles à dominante urbaine ayant une fratrie en France peuvent se permettre d'envoyer de l'argent de façon irrégulière, de profiter des plaisirs de la société de consommation française et parfois de réaliser des investissements commerciaux et immobiliers à Dakar. L'argent envoyé par les migrants ne joue plus seulement la fonction d'assurance ; il permet aussi de concrétiser les projets migratoires de ceux qui sont restés. Au sein du village multi-

situé, la réussite en migration n'est pas individuelle : elle est collective. Le bon migrant est celui qui assure le départ des autres membres de la fratrie.

- 10 Une troisième inégalité traverse le village multi-situé en fonction de l'accès à la ressource migratoire. On y distingue, d'une part, des familles d'élite grâce aux réussites scolaires de leurs enfants ou au militantisme politique et syndical d'un ou plusieurs de leurs membres permettant à l'ensemble du village de profiter des réalisations de la solidarité internationale à travers la coopération décentralisée ; d'autre part, des familles qui, subissant la douloureuse expérience de l'échec en migration, sont perçues comme des perdants.
- 11 Ces facteurs objectifs de réussite des familles d'élite sont partiellement ignorés par les acteurs concernés qui expliquent leur position relative dans la hiérarchie familiale du village multi-situé par des facteurs mystiques comme la *baraka*, « force surnaturelle » détenue à l'origine par le patriarche ou le premier du lignage familial grâce à ses qualités supposées exceptionnelles.
- 12 La visibilité de la réussite des familles d'élite met en évidence, par contraste, la position infériorisée des familles qui disposent de peu de capital (économique, social ou culturel) convertible en possibilité migratoire. Leurs espoirs résident dans le maigre transfert d'argent de leurs membres se débrouillant dans l'économie informelle dans les centres urbains sénégalais. De l'intolérance se manifeste aussi envers les individus ou familles qui, ayant eu accès à la ressource migratoire, n'ont pu en tirer des capitaux leur permettant de rejoindre les familles d'élite. Leur échec en migration passe par l'expulsion, la clandestinité et la précarité administrative, les mariages « ratés » et l'échec des enfants nés en migration qui parfois embrassent des carrières délinquantes.
- 13 La troisième partie, intitulée « L'action publique multi-située », analyse la manière dont le pouvoir est reconfiguré dans le village multi-situé en particulier son site originel, le village de Ngaarediam, par la prédominance du paradigme migratoire et par l'externalisation des moyens de production et de reproduction de l'existence des villageois qu'entraînent la crise écologique et la désaffection envers l'agriculture. En créant des associations sur les trois principaux sites du village multi-situé (Dakar, Paris et Ngaarediam), ses ressortissants se mobilisent pour assurer le bien-être collectif et la reproduction de Ngaarediam. Leur évolution tient à des événements dramatiques (décès du tuteur des ressortissants du village à Dakar, difficulté de mobilisation de fonds pour le rapatriement d'un corps) et à l'institutionnalisation de sociabilités denses des ressortissants vivant hors du site originel. Dans la décennie de 1974 à 1984, elles étaient de simples *kees wuro* (regroupements qui prélèvent des cotisations destinées à venir en aide à un membre ou à financer des actions au village). Elles ont évolué vers plus de formalisme, se transformant en association pour le développement du village d'origine, en concurrence avec les ressortissants d'autres villages de la vallée, afin de moderniser leurs sites d'origine respectifs et de les positionner favorablement dans la hiérarchie spatiale administrative. Pour ce faire, ils mobilisent les ressources individuelles des migrants (cotisations) mais aussi la solidarité internationale (ONG) et les partenariats rendus possibles par la coopération décentralisée.
- 14 Cette mobilisation de ressources financières en provenance de Dakar et, surtout, du site francilien du village multi-situé consacre une reconfiguration de la distribution du pouvoir dans le site originel. Auparavant, le pouvoir délibératif et exécutif était détenu par le *batu wuro* (assemblée des hommes du village) avec à sa tête le *mawdo wuro* (chef de village). Cette institution centrale du village fonctionnait grâce à des institutions

périphériques propres au paradigme agricole dont l'abandon, au profit d'un paradigme développementaliste, et l'extraversion des ressources matérielles existentielles du village vont consacrer la perte de pouvoir. Le paradigme développementaliste exige des compétences techniques, culturelles et de courtage dont les membres du *batu wuro* sont souvent dépourvus. Émergent alors de nouveaux acteurs du développement qui parfois sont des courtiers aguerris ou des jeunes instruits revenus au village faute d'une insertion professionnelle dans les villes sénégalaises où ils ont fait leurs études.

- 15 Cette troisième partie montre de manière empirique et analytique que les politiques et les pratiques de développement local sont des arènes où s'affrontent différents acteurs aux intérêts et aux visions opposés, bien que prétendant agir pour le bien-être collectif.

Discussion

- 16 L'auteur s'est appuyé sur une documentation exhaustive ainsi que sur des données qualitatives d'une richesse exceptionnelle. Son ouvrage éclaire les dynamiques migratoires sénégalaises, plus spécifiquement celles des Haalpulaaren de la vallée du fleuve Sénégal. Il renouvelle le champ d'études des dynamiques migratoires en opérant plusieurs ruptures.
- 17 La première rupture réside dans le choix du terrain de recherche : le village multi-situé haalpulaaren constitué du site originel Ngaarejam qui se déploie à travers le temps long sur Dakar et la région parisienne. Ici, pas question des Soninké déjà étudiés par Catherine Quiminal¹ et Mohamet Timera², pas question non plus des Mourides et de leurs activités commerciales transnationales. Il ne s'agit pas non plus d'une étude sur les migrations par étapes de « pauvres » Sahéliens qui tentent de rejoindre le Sud de l'Europe à travers le Sahara et par la mer. Nous avons affaire à une socio-anthropologie d'un village multi-situé, enclavé au départ, mais s'inscrivant pleinement dans la globalisation grâce au dynamisme migratoire de ses ressortissants poussés par l'effondrement du paradigme agricole et la déliquescence de l'État sénégalais. Cette dernière est accélérée par l'imposition de programmes d'ajustement structurel ayant pour conséquence un désengagement et un abandon du monde rural.
- 18 Une deuxième rupture est d'ordre historique : jusqu'ici les migrations sénégalaises à partir de la vallée du fleuve Sénégal ont été expliquées par des traditions migratoires amplifiées par une crise écologique qui a débuté avec la sécheresse des années 1970. Hamidou Dia met en évidence des facteurs d'émigration jusque-là inconnus ou passés sous silence : clientélisme politique initié par des fonctionnaires originaires du village à Dakar, réseaux de patronage entre des employés originaires du village de Ngaarejam et leurs anciens employeurs français coloniaux rentrant en France, avec les premiers, dans un contexte de décolonisation et d'indigénisation de la fonction publique sénégalaise, déploiement de la diplomatie du Sénégal nouvellement indépendant favorisant le recrutement de chauffeurs attachés aux représentants diplomatiques. Une dernière cause de départ, plus ou moins connue mais bien décrite par l'auteur et exemplifiée à travers des portraits, est la non-concordance entre une démocratisation scolaire produisant une masse critique de détenteurs de titres scolaires secondaires et universitaires et l'incapacité d'absorption d'un marché national du travail exigü.
- 19 La troisième rupture opérée par Hamidou Dia est d'ordre méthodologique. Cette rupture est double. L'auteur prend en compte à la fois les espaces ruraux, souvent négligés dans l'étude des dynamiques migratoires contemporaines, et les espaces

urbains (Dakar et Paris principalement). D'autre part, Hamidou Dia combine dans sa démarche socio-anthropologique l'étude des lieux, des unités familiales et des réseaux migratoires et de parenté. Une telle démarche permet la restitution des différentes étapes spatio-temporelles des dynamiques migratoires à partir du site originel et leur illustration par des portraits. Pour la première fois dans l'étude des dynamiques migratoires sénégalaises, l'histoire est illustrée par des dizaines de portraits et de récits de vie individuels et familiaux détaillés. Elle ne verse pas dans des généralités se limitant à l'évocation de facteurs répulsifs ou attractifs à l'œuvre dans toutes les dynamiques migratoires.

- 20 L'ouvrage est une réussite d'autant que l'auteur est habitué par son terrain d'étude dont il a pu se distancier, en dépit de son immersion et de ses affinités avec la culture haalpulaaren. Ce rapport au terrain explique sa pleine maîtrise des codes sociaux, symboliques et interactionnels de la société haalpulaaren multi-située.

NOTES

1. Quiminal, C. (1991). *Gens d'ici, gens d'ailleurs*. Paris : Christian Bougois, 223 p.
2. Timera, M. (1996). *Les Soninke en France. D'une histoire à l'autre*. Paris : Karthala, 244 p., coll. « Hommes et société ».

AUTEURS

LEYLA SALL

Professeur de sociologie, Université de Moncton, Nouveau-Brunswick, Canada